

L'ETHNOLOGUE AFRICAIN SUR SON PROPRE TERRAIN

CONDITIONS DE TRAVAIL :

Lorsque l'on évoque les difficultés de la recherche dans les Etats d'Afrique Noire, le manque de moyens financiers et matériels vient immédiatement à l'esprit. Mais l'environnement politique, social, intellectuel, économique des chercheurs africains est sans doute tout autant à mettre en cause pour expliquer des situations qui ne favorisent guère les possibilités d'une production scientifique nationale.

Le manque de moyens se fait bien cruellement sentir. Mais, à cet égard, le plus préoccupant est peut-être moins la question de l'obtention des crédits pour financer un programme de recherche que l'absence du minimum d'éléments nécessaire à l'activité scientifique en général. Lorsque l'on fait partie d'une clientèle adéquate pour frapper à la bonne porte, les organismes internationaux peuvent permettre de réunir les moyens nécessaires (véhicule, essence, matériel de terrain, paye d'enquêteurs, etc.) pour la réalisation d'enquêtes. Les méthodes utilisées par les anthropologues ne font pourtant guère de ceux-ci des bénéficiaires privilégiés des appels d'offre : une enquête nationale ou régionale par questionnaire portant sur un échantillon représentatif et qui donnera lieu à des traitements statistiques semble offrir aujourd'hui une garantie de "sérieux" et sera plus volontiers

financée qu'une enquête par entretiens et observations directes auprès d'un nombre limité d'interlocuteurs. Cependant, il est toujours possible d'adapter un projet à la demande ou de s'insérer dans un projet plus large (de préférence pluridisciplinaire).

Les possibilités de financement pour un projet déterminé existent donc. Ce qui existe moins, c'est la possibilité de mener une activité de chercheur. En premier lieu, il y a très peu de chercheurs statutaires ; aussi, démographiquement parlant, l'essentiel de la recherche est surtout le fait d'universitaires devant donc consacrer la majorité de leur temps aux tâches d'enseignement. De plus, il est parfois plus simple d'obtenir un véhicule qu'un texte dactylographié. En d'autres termes, les conditions d'exercice de l'activité scientifique sous une forme acceptable selon les normes internationalement en vigueur n'existent pas ou peu.

Aujourd'hui, en Europe occidentale, l'activité scientifique est de moins en moins envisageable sans traitement de texte, sans photocopieuse et sans téléphone. Certains comités de rédaction de revues commencent déjà à demander aux chercheurs de leur faire parvenir leur article saisi sur une disquette ; et cette pratique ne saurait que se généraliser. Or combien d'universités ou d'instituts de recherche africains disposent aujourd'hui d'un tel matériel ? Et étant donné la situation économique des Etats africains, les chances sont maigres de voir les institutions africaines se doter rapide-

ment de ces équipements. Est-ce à dire que peu à peu les chercheurs africains seront de plus en plus exclus du monde scientifique international ?

On peut en effet se poser la question lorsque l'on connaît le parcours du combattant auquel doivent se livrer les chercheurs pour multiplier un texte, ne serait-ce que pour le faire lire à des collègues. Il faut réunir la quantité de papier, d'encre et de stencils (le tirage sur photocopieuse étant trop coûteux) suffisante par une quête auprès de différents services (on ne trouve jamais tout au même endroit) et en utilisant ses relations, puis trouver un(e) dactylographe disponible, compétente et compréhensive qui acceptera, moyennant rétribution, d'assurer la frappe d'un texte en supplément de sa charge de travail. Les chercheurs désirant reproduire un document sont souvent contraints de financer eux-mêmes en partie l'opération.

L'activité scientifique se nourrit très difficilement des travaux des autres chercheurs, car l'accès à une documentation récente ou même à des ouvrages de base est souvent impossible. Les bibliothèques, très peu nombreuses et très peu fournies, n'ont pas les moyens d'avoir une politique d'achat. Certains chercheurs refusent de donner à la bibliothèque universitaire un exemplaire de leur thèse si celle-ci porte sur un sujet politiquement "sensible", car rendre accessible au public un texte pouvant être considéré comme subversif risque d'amener quelques désagréments. Les étudiants ou les chercheurs ne peuvent donc pas consulter tous

les travaux de leurs professeurs ou collègues. Enfin, les livres vendus dans le pays entrent rarement dans les bibliothèques personnelles des chercheurs étant donné leur coût souvent deux fois plus élevé qu'en France.

L'animation scientifique, pour sa part, est souvent inexistante, tant pour des raisons d'inertie des individus que pour des raisons politiques. Etant donné les conditions matérielles que nous avons évoquées, organiser un séminaire avec ce que cela requiert d'énergie pour publier un programme et élaborer un document final peut en décourager plus d'un. De plus, une certaine suspicion entre collègues dès que l'un d'entre eux prend une initiative (on s'interroge alors sur son véritable objectif) n'est pas toujours étrangère à l'absence d'animation scientifique. Il faut rappeler également que le milieu universitaire est sous haute surveillance politico-policière (la contestation ne vientelle pas toujours des universités ou des lycées ?). Aussi, par crainte d'une éventuelle intervention d'un représentant de l'appareil d'Etat qui stigmatiserait certains, agit alors une auto-censure conduisant à s'abstenir de se lancer dans des activités qui pourraient être considérées a priori comme suspectes.

Ces situations dessinent un environnement peu propice à l'activité et à la production scientifiques dans un secteur qui subit, comme tous les autres, les conséquences des mesures du FMI. La fonction publique ne créant plus aucun poste de

chercheur ou d'enseignant, les jeunes chercheurs ayant soutenu une thèse en Europe sont assurés désormais de ne pas être recrutés. De plus, restrictions budgétaires obligent, la suppression d'indemnités diverses a réduit le salaire des chercheurs et universitaires. Et, bien évidemment, aucune perspective de promotion n'est envisageable aujourd'hui.

Les chercheurs doivent non seulement faire face à ces conditions de travail mais également à un environnement social et politique qui est loin de toujours favoriser la disponibilité de temps et d'esprit nécessaire à l'activité scientifique.

Le chercheur français, travaillant la plupart du temps chez lui, ne serait-ce que parce que son institution de rattachement ne lui concède guère de locaux, et dont l'activité consiste essentiellement à parler, lire ou écrire selon un emploi du temps irrégulier, détonne un peu dans le paysage du monde salarié. En Afrique, en l'absence d'une tradition scientifique et universitaire aussi affirmée qu'en France, le statut de chercheur est encore plus "incongru". A cet égard, on peut citer l'exemple de doctorants qui, revenant dans leur pays, se heurtent parfois à leur entourage familial parce que, après un long séjour en Europe, ils rapportent des cantines emplies de livres. Les parents sont alors fort déçus de constater que, dans les bagages, une partie de la place qui aurait pu être réservée à des biens de toute nature dont ils auraient profité est occupée par des objets qui ne leur serviront à

rien, à savoir, des livres. Des récriminations sur le thème de l'égoïsme du jeune chercheur ont tôt fait d'apparaître, plaçant alors celui-ci dans une situation d'autant plus délicate qu'il sera totalement dépendant de sa famille à son retour. Si les études sont valorisées pour elles-mêmes (elles restent l'anti-chambre de l'accès à un emploi salarié), le fait de lire ou d'écrire, avec ce que cela suppose de relative tranquillité, est loin d'être toujours perçu par l'entourage comme un travail nécessaire.

Par ailleurs, le chercheur ou l'universitaire a, de par son salaire et sa place dans la société, un statut valorisé. S'il est l'un des rares dans la famille à disposer d'un revenu régulier et relativement important pour le pays, il est tenu, plus que d'autres, de participer financièrement et physiquement aux événements familiaux, voire de s'associer activement aux prises de décision familiale. De plus, habitant dans une maison bien équipée du fait de son séjour en Europe, il devient souvent le lieu de passage obligé, le lieu d'hébergement et de prise en charge, pour des parents venus en ville. Dans ces conditions, où trouver le temps pour avoir une production scientifique soutenue et comment ne pas répondre à des sollicitations de toute nature qui apporteront un complément financier pour satisfaire les demandes de l'entourage familial ?

Les chercheurs doivent aussi faire face aux contraintes imposées par le système politique. Les

Etats africains sont gouvernés par des régimes à parti unique puissants et exigeants. Le milieu universitaire et intellectuel en général étant a priori suspect, les chercheurs sont impérativement conviés à assister à différentes manifestations de soutien au régime en place. D'une manière générale, une invitation émanant de l'appareil d'Etat, qu'il s'agisse des manifestations de soutien ou d'une proposition de participation aux activités d'un organe du Parti, ne se refuse pas, tout refus étant par définition une marque d'hostilité au régime. Là encore, l'activité scientifique peut être entravée.

Est-ce à dire que le développement d'une production scientifique nationale est inconcevable ? Certainement pas, puisqu'elle existe. Mais reconnaissons qu'elle se fait dans un contexte particulièrement difficile pour le chercheur. Et des efforts doivent être entrepris pour aider les chercheurs à affirmer leur statut dans leur propre pays.

SITUATION POLITIQUE.

D'une manière encore plus forte qu'ailleurs, en moyenne, les chercheurs d'Afrique francophone nous semblent en prise directe avec la réalité politique de leur pays, et peut-être plus largement de leur continent. Ce second aspect paraîtra moins évident, mais nous le verrons ressortir dans la division qu'il rencontre.

Du premier, quoi de plus clair ? Le choix du

sujet, sa méthode, la publication ou sa diffusion, rien n'est vraiment indifférent à la sphère de l'Etat, de l'administration et des partis. Retenir par exemple la région d'origine du Président a plus d'impact qu'en Europe. Une ligne critique peut traverser le territoire entre le nord et le sud, comme au Tchad et au Cameroun. Décrire les classes sociales actuelles dans leur formation récente ou plus ancienne est un exercice périlleux dès qu'on quitte les abstractions pour déboucher sur la propriété immobilière en ville ou les clientèles et réseaux de pouvoir à large ou petite échelle. Nulle part le terrain n'est sûr ni dans les religions, ni dans l'histoire nationale.

L'indépendance de la recherche n'est guère une tranquille garantie, susceptible d'être invoquée le cas échéant. Partout, elle est à conquérir sur un front multiforme, ce qui a au moins le mérite de montrer qu'elle n'est jamais une donnée naturelle, mais l'aboutissement d'un combat collectif. On aboutit au paradoxe que la recherche, sommée de faire ses preuves, étant donné l'urgence des problèmes, se voit menacée au premier élan et taxée d'être inutile, nuisible ou insuffisante. Ne risque-t-elle pas en définitive d'être annexée, marginalisée, parfois réduite à l'état de bouffonnerie du roi ?

Du deuxième aspect, on parle moins souvent. Au-delà des frontières de leur territoire, les ethnologues ne se heurtent-ils pas à un autre obstacle qui est la division du continent africain en zones

étanches, situation éminemment politique elle-même ? C'est bien là que nous trouverions encore cette recherche sous condition aussi scindée que les pays industrialisés de l'extérieur présentent relativement un front uni dans les institutions internationales.

Cet ensemble des conditions pèse sur le développement de la recherche, mais il dépend en partie de nous que cette dernière reçoive un certain nombre d'appuis. C'est à ce prix qu'elle trouvera son originalité, tenant en particulier à son inscription directe dans le politique. Il faut sans doute autant penser à une collaboration qu'à une coopération : entre autres, faciliter les possibilités de publication dans des revues européennes, intégrer à part entière les chercheurs africains dans des équipes internationales moins en tant qu'africains qu'en tant que chercheurs, favoriser l'accueil des chercheurs pour une période déterminée dans des institutions européennes, l'accueil leur donnant alors un "temps de répit" pendant lequel ils peuvent s'informer des publications récentes et consacrer l'essentiel et leur énergie à la recherche. Une telle caution de l'étranger amènerait certainement une plus grande reconnaissance des chercheurs et leur permettrait sans doute une plus grande liberté d'action dans leur propre pays, ce qui ne peut être que favorable à la production scientifique.

Sans doute a-t-on alors des chances de voir surgir un fleuron inattendu, du moins dans le cadre

classique de l'anthropologie, qui privilégiait absolument le détour et l'altérité : il serait au contraire le fruit d'un regard rapproché imposant la vérité d'une autre perspective !

Pierre BONNAFE
CNRS

Marc-Eric GRUENAI
ORSTOM

Bonnafé P., Gruénais Marc-Eric (1989)

L'ethnologue africain sur son propre terrain

In : Bonnafé P. (ed.), Gruénais Marc-Eric (ed.). La recherche sous conditions

Bulletin - AFA, (36), 19-28